

Vœux aux corps constitués

Galerie des Fêtes – Mardi 15 novembre à 12 h

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le Premier ministre,

Monsieur le Président du Sénat,

Mesdames et messieurs les membres du Gouvernement,

Mesdames et messieurs les sénateurs,

Mesdames et messieurs les Présidents des groupes parlementaires,

Mesdames et messieurs les députés, chers collègues,

Monsieur le Président du Conseil économique, social et environnemental,

Mesdames et messieurs les ambassadeurs,

Mesdames, Messieurs,

Je suis heureux de vous accueillir ici, heureux mais surtout honoré.

En effet, c'est la première fois qu'il m'est donné de réunir en cette galerie des Fêtes les corps constitués de la République, pour leur adresser mes vœux.

Avant 1958, une telle cérémonie ne pouvait avoir lieu car les premiers jours de janvier étaient marqués, au Palais-Bourbon, par la rentrée parlementaire et l'élection du Président : le mandat ne durait qu'un an alors.

Les institutions de la V^e République, en donnant au président de l'Assemblée nationale la prérogative de la durée, lui procurent la possibilité de tirer les enseignements de l'année écoulée pour mieux aborder l'année nouvelle. C'est une prérogative dont je voudrais user, sans abuser.

Par ce rituel, je ne fais que m'inscrire dans une tradition beaucoup plus ancienne que la V^e République, puisqu'elle remonte à l'Antiquité.

Dans l'ancienne Rome en effet, aux premiers jours de l'année, les citoyens allaient au bois de Strenia, honorer la déesse du même nom : ils en rapportaient des brins de verveine, qu'ils offraient aux principaux magistrats de la ville. C'est « Strenia » qui a donné notre mot « étrennes » et les corps constitués de la République de Rome ne recevaient pas cet hommage sans quelques discours.

Quant à la verveine, symbole de paix et d'invulnérabilité, elle comptait parmi les emblèmes des institutions romaines, parce que la verveine est à la fois un tonique et un remède : elle ranime les passions qui s'éteignent, tout en ayant le pouvoir de cicatriser les plaies et de faire tomber les fièvres.

C'est dire si la verveine serait bienvenue en ce moment, à l'issue d'une année compliquée, et à l'orée de 2019 : et je vais peut-être demander qu'on en plante dans les jardins de la présidence que vous voyez derrière moi...

Non pour ranimer les passions, qui sont exacerbées, au détriment de la raison : en politique, la passion primordiale est celle du bien public et tous ici, nous l'avons, la ressentons, l'éprouvons, y compris dans nos rares moments de doute et de découragement, puisqu'elle nous permet de les surmonter.

C'est pour apaiser les fièvres du corps social qu'une infusion démocratique sera utile, sachant que les herbes ne sont pas seules à infuser ; les bonnes idées aussi peuvent avoir une influence bénéfique et c'est pourquoi je voudrais profiter de ce moment, unique dans l'année, pour faire le point avec vous. « Faire le point et mettre au point », comme disait François Mitterrand devant les corps constitués, au Conseil d'État, en janvier 1992.

Faire le point, c'est constater ce que nous observons tous : une crise de la représentation, une contestation virulente de nos institutions dans leur essence même, une défiance ouverte à l'encontre de ces corps intermédiaires qu'il ne suffit plus de consulter, qu'il faut aujourd'hui parvenir à relégitimer dans l'opinion.

C'est pourquoi une mise au point est aujourd'hui nécessaire, pour rappeler ce qu'est la République française, ce qu'elle n'est pas, et ce qu'elle ne doit jamais devenir.

Telle sera d'ailleurs la première vertu du grand débat lancé hier par le Président de la République, qui dans sa lettre aux Français souligne la nécessité de « répondre par des idées claires » au malaise ambiant. Ce débat sera bien sûr celui des citoyens, mais les élus et l'ensemble des responsables publics ont vocation à y contribuer, ne serait-ce que pour l'organiser et en tirer les conséquences. Une innovation vient de survenir dans la gouvernance de notre pays, les corps constitués doivent s'en saisir, dans l'intérêt commun.

Pour ma part, j'entends dire toutes sortes de chose sur la République et la citoyenneté, je relève des formules et je lis des slogans qui parfois m'attristent et m'inquiètent. Dans ma circonscription, que je viens de sillonner pendant l'interruption des travaux parlementaires, je me suis efforcé de dialoguer, de défendre nos institutions, de combattre les *fausses informations* et les idées reçues, comme le font, je le sais, mes collègues parlementaires à travers tout le territoire. Hier encore, ici même, j'ai reçu cinquante maires ruraux venus me remettre leurs cahiers de doléances, et, j'espère surtout, d'espérances.

Nous, élus locaux et nationaux, sommes bien placés pour mesurer le degré de confusion qui règne aujourd'hui, pas tellement dans la rue, mais plutôt dans bien des

esprits. On nous parle de démocratie pour revenir sur une élection démocratique, du droit du peuple pour couvrir des voies de fait, et il devient parfois difficile de s'y retrouver.

Ceux qui, dans les temps que nous traversons, invoquent à tout propos l'initiative citoyenne et la démocratie, seraient bien inspirés de revenir aux fondamentaux en méditant cette phrase de Jean-Jacques Rousseau : « Je me borne en suivant l'opinion commune à considérer ici l'établissement du corps politique comme un vrai contrat entre le peuple et les chefs qu'il se choisit ; contrat par lequel les deux parties s'obligent à l'observation des lois qui y sont stipulées et qui forment les liens de leur union. »

Être citoyen, nous dit Rousseau, ce n'est donc pas avoir tous les droits. Être citoyen, ce n'est pas violer la loi, ni menacer les fonctionnaires de l'État, ni dégrader les ministères et les préfectures.

Être citoyen, ce n'est pas attenter aux symboles de la République. Être citoyen, ce n'est pas intimider les élus en se massant devant leur domicile ou en recouvrant leur permanence d'inscriptions haineuses ou encore en les menaçant de mort.

Cela, c'est la négation même de la citoyenneté, cette citoyenneté que Victor Hugo définissait par celle belle formule, « le droit incarné ». Oui, il n'est pas de citoyenneté sans le droit et le respect du droit, qui seuls garantissent le respect des personnes.

Nos ancêtres ont vécu de ces moments tragiques où une fraction du peuple, se déclarant tout le peuple, voulut changer le monde par la force et ne suscita que la violence. C'est en considérant les dégâts causés par cette conception absolutiste qu'un grand républicain, Gambetta, se fit à lui-même ce serment :

« Tu consacreras ta vie à soutirer l'esprit de violence qui a tant de fois égaré la démocratie, à lui interdire le culte de l'absolu, à la diriger vers l'étude des faits, des réalités concrètes, à lui apprendre à tenir compte des traditions, des mœurs, des préjugés – car les préjugés sont une force, on ne les brise pas : il faut les dissiper par la persuasion et la raison. »

Gambetta, qui fut président de la Chambre à l'époque de ce serment, vécut ici-même à l'hôtel de Lassay, et je voudrais que sa présence d'esprit, sans jeu de mot, nous inspire aujourd'hui.

Par ce serment que je fais mien et que je vous demande de méditer, il jetait en effet les bases de toutes les grandes réformes qu'allait accomplir la République : la démocratisation de l'école, la laïcité de l'État, l'ouverture des premiers droits sociaux, l'émancipation de la femme.

Aucune de ces réformes ne s'est accomplie en un jour, par la magie d'un coup de butoir : il a fallu réfléchir, débattre, convaincre, imaginer, amender, bâtir. En un mot :

légiférer. C'est ce que nous faisons ensemble avec le Sénat, cher Gérard Larcher, et avec vous, monsieur le Premier ministre, cher Édouard Philippe.

La République est une maison commune, notre maison à toutes et à tous ; elle se construit jour après jour, sur des fondations solides, selon des plans étudiés, dans le respect des règles de l'art. Ne détruisons pas notre maison.

La République, c'est nous, toutes et tous : citoyens dans toute notre diversité, citoyens engagés dans la vie publique, syndicale, associative, élus investis d'un mandat par nature légitime, gouvernants chargés de lourdes responsabilités, fonctionnaires sans qui rien de concret ne serait possible.

Et tout cela ne fait qu'un tout, l'État, dont les corps constitués forment l'armature et garantissent la pérennité. Cet ordre républicain, parce qu'il se confond avec l'ordre démocratique, est le plus précieux de nos biens, c'est le patrimoine commun qui nous est confié.

Au temps de Gambetta il est vrai, les ennemis de la République n'avaient pas leur drapeau dans leur poche : ils rejetaient, ouvertement, les droits de l'Homme, la représentation, la séparation des pouvoirs, considérés comme des artifices et des faiblesses.

Le malheur, pour eux, fut qu'en un siècle, les Français ont pu apprécier les effets bénéfiques de la démocratie ; et c'est pourquoi le discours antirépublicain contemporain se pare bizarrement de républicanisme.

On se coiffe de bonnets phrygiens pour profaner l'Arc-de-Triomphe, on invoque l'initiative citoyenne pour réclamer un pouvoir fort, on parodie le magnifique « J'Accuse... ! » de Zola pour fustiger l'adversaire comme « apatride », ce qui revient tout simplement à inverser les valeurs défendues par le grand dreyfusard. Mais n'est pas Zola qui veut...

Trop souvent il me semble, on a aujourd'hui tendance à confondre le citoyen avec son exact contraire : un consommateur de démocratie.

Ce consumérisme politique repose sur une confusion entre liberté individuelle et individualisme, ce qui n'est pas la même chose.

Contre ce consumérisme politique, j'en appelle au civisme : autrement dit, à la pleine participation de tous à la vie collective, par le vote bien sûr, mais plus encore par l'engagement des citoyens qui ont conscience de leurs devoirs et qui sauront se mobiliser pour empêcher le triomphe de la démagogie, du mensonge, de la haine, en France et ailleurs.

Car la crise que nous vivons, à l'évidence, n'est pas seulement française. Partout les discours simplificateurs appellent les opinions publiques à choisir les options les plus radicales et les plus régressives : construire un mur contre l'étranger, mettre fin à la construction européenne qui nous a apporté 70 années de paix, abandonner à leur

sort les êtres humains, les familles, que le malheur et la guerre contraignent de fuir à travers les déserts et les océans...

La France, dans ce contexte, a une responsabilité particulière. Dans cette tourmente, le pays des Lumières doit rester un phare. Et nous avons l'occasion de faire entendre notre voix singulière puisque 2019 sera l'année des élections européennes.

Ne banalisons pas ce scrutin, ne l'appréhendons pas comme un rendez-vous électoral ordinaire et routinier. Un Parlement démocratiquement élu à l'échelle transnationale ? Mais c'est un fait unique au monde, exceptionnel dans l'histoire humaine ! Et ce miracle géopolitique perdue depuis quarante ans, ce qui nous a aidé, nous les Européens, à surmonter sans conflit armé les crises de la Guerre froide et celles de la modernité.

Cette réalité, cette évidence trop facilement oubliée que l'Europe est une chance et un atout, à nous de la rappeler.

À nous de le dire et redire, à nous de battre le rappel des républicains pour que les valeurs de générosité et de progrès fassent reculer les tentations de replis frileux et égoïstes.

Soyons les corps constitués non seulement de la République française, mais de cette République universelle que représentent les valeurs démocratiques et la haute ambition d'une concorde entre les peuples.

Soyons l'espoir de l'Europe et du monde, en étant tout simplement nous-mêmes : des républicains fiers de l'être et sûrs de nos principes, des humanistes cherchant à résoudre les difficultés de leurs concitoyens en s'appuyant sur les outils et les pratiques éprouvés de la démocratie.

Je voudrais donc vous présenter tous mes vœux, en citant cette vérité que nous a léguée Jean Monnet : « Rien n'est possible sans les Hommes, rien n'est durable sans les institutions. »

Je vous remercie et vous souhaite une bonne année.